

La défense des services publics mobilise

Demain sera une journée riche à Virieu. Le "Groupe citoyen" invite à « tenir salon » pour informer largement les habitants sur l'avancement des actions menées. Alors que l'installation Postenomade se termine, cette "fermeture" d'exposition fera écho aux inquiétudes sur le devenir de la Poste justement. Mais aussi de la gare, les délocalisations effectives ou programmées de services rendus à la population, ou encore le bureau des assistantes sociales du Conseil départemental.

Cet exode des institutions, à craindre, pourrait être suivi d'une dégradation de l'appareil commercial et industriel local. Pour éviter la résignation, d'être une "vallée dor-toir", un rassemblement se

tiendra dès 10 h sur la place de l'église. Cette mobilisation citoyenne se prolongera par un pique-nique tiré du sac permettant de débattre.

500 questionnaires sur l'avenir de La Poste

Concernant l'avenir de la Poste, le Groupe citoyen et l'Union commerciale Val Virieu ont réalisé une large enquête au porte à porte auprès des habitants des communes de la vallée. Elle a été effectuée en mars et avril par une vingtaine de bénévoles, avec l'appui des communes concernées. Cette consultation a connu un réel succès auprès des usagers : près de 500 questionnaires ont été retournés sur 1 200 distribués.

Les résultats montrent, qu'outre le vif attachement des habitants au service, la fermeture du lundi proposée ne correspond pas à leurs attentes. Un ajustement plus fin des créneaux horaires aux besoins exprimés permettrait une meilleure fréquentation.

Avec ces résultats analysés, différentes pistes de réflexion seront ouvertes avec les élus de Virieu le 30 juin. Une pétition a déjà été lancée en début 2015. Elle demande à l'ensemble des élus, de travailler avec la Poste sur un vrai projet de développement pour ce service public, basé sur les besoins de la population. Plus d'un millier de signatures avaient alors été recueillies.

Web : groupesp.tiddlyspot.com



La main jaune géante sera aussi à Virieu, pour le maintien de la Poste